



Organisation
internationale
du Travail



Ce projet est financé par
l'Union Européenne

Impact Des Politiques de Commerce et d'Investissement Sur l'Emploi Productif et Décents

Rapport pays pour le Maroc

Résumé Exécutif

Nabil Boubrahimi Chaire de l'OMC,
Université Ibn Tofail de Kenitra

Naceur Bouyahia
Organisation internationale du Travail

Novembre 2022

► Résumé Exécutif

La promotion des échanges commerciaux et des investissements étrangers a été l'un des principaux objectifs des politiques et stratégies nationales des pays en développement (PED). L'essor de ces échanges a été considérable ces dernières années (hors périodes de crises, notamment celle de la pandémie de la Covid-19), avec une forte expansion de leurs flux entrants et sortants, constituant une source de financement pour les PED et contribuant significativement à leur croissance économique.

A l'instar des pays en développement à revenu intermédiaire, l'analyse des relations commerciales liant le Maroc avec ses différents partenaires fait ressortir un accroissement des échanges soutenus depuis les années 90, ayant marqué le passage à une économie plus ouverte sur son environnement mondial et reflétant ainsi une dynamisation des mesures en faveur de la libéralisation de la quasi-totalité des produits échangés. Cela s'est traduit par une contribution au PIB de 40% en termes d'export, contre 26% en 2000. Une tendance similaire a été observée au niveau des investissements directs étrangers (IDE), qui n'ont cessé de croître au cours des dernières années, traduisant la volonté du Maroc de tirer profit des financements extérieurs pour le développement des secteurs d'activités domestiques et la création de plus d'emplois décents et productifs, l'amélioration du niveau de vie de la population et l'augmentation de la productivité du travail et du capital.

Cette étude met l'accent sur les liens vraisemblables entre, d'une part les politiques de commerce et d'investissement au Maroc et, d'autre part, l'amélioration des indicateurs liés au travail décent et productif dans le pays.

S'appuyant sur des travaux et recherches empiriques existants, renforcés par des analyses approfondies menées dans le contexte marocain, l'étude répond à la question centrale suivante : dans quelle mesure les politiques publiques en matière de commerce et d'investissement influent – elles sur l'offre d'emploi décent et productif à la population ? La réponse à cette question centrale nécessite une analyse intermédiaire, celle de l'évolution de la structure des échanges commerciaux et d'investissement du Maroc avec ses partenaires notamment l'Union européenne (UE). L'analyse de cette évolution permettra dans un second temps d'en évaluer l'impact sur la structure du marché du travail.

Ce faisant, l'étude essaie également de cerner l'impact de la pandémie de la Covid -19 sur l'économie, la dynamique du marché du travail et les activités des PME et TPE.

L'étude a été réalisée en deux étapes. La première étape a consisté en une recherche documentaire approfondie, visant le recensement des travaux théoriques et empiriques ayant cherché à établir l'impact des politiques d'ouverture en matière de commerce et d'investissement sur l'emploi décent et productif, en tenant compte de l'approche genre (travail des femmes et des jeunes), du poids du secteur informel, et des qualifications requises dans les différents secteurs d'activités. Cette revue de la littérature a donné lieu à l'élaboration d'un modèle global. La seconde étape a été l'occasion de tester empiriquement dans le contexte marocain le modèle établi.

Les principaux résultats et propositions issus de l'étude visent à réorienter les politiques commerciales et d'investissement et à améliorer leur contribution en faveur de la création de l'emploi productif et décent au Maroc. Ils peuvent être synthétisés dans les points suivants :

► **La littérature existante ne se prononce pas de façon claire et unanime sur la relation entre les politiques de commerce et d'investissement et l'amélioration du travail décent et productif.** A cet effet ces études insistent sur le rôle déterminant de certaines variables intermédiaires censées traduire les choix d'ouverture, telles que : un cadre institutionnel et règlementaire efficace, la bonne gouvernance et un capital humain qualifié.

► **Le travail décent est un concept pluridimensionnel.** Ce concept repose sur quatre piliers qui sont: l'emploi, la protection sociale, les droits des travailleurs et le dialogue social tripartite. Or, l'ouverture économique et la libéralisation commerciale et de l'investissement qui se traduisent seulement par l'accroissement de l'emploi en quantité et non en qualité (emploi décent et productif) ne peuvent pas être soutenables pour assurer le bien-être des populations et encore moins en période de crises (cas de la pandémie Covid-19). Elles pourraient même entraîner des conséquences désastreuses telles que la perte d'emploi et la disparition des TPE et des PME.

► **La nécessité d'inscrire l'emploi des femmes dans les chaînes de valeur mondiales (CVM).** Même s'il existe une création d'emploi importante tout au long des maillons de des chaînes de valeur implantées dans le pays (industrie automobile, aéronautique, agroalimentaire, etc.), il n'en demeure pas moins que le poids des femmes dans cette dynamique de création d'emploi reste moindre que celui des hommes. En outre ces derniers occupent souvent des postes d'emploi permanents et mieux rémunérés alors que les femmes sont les plus exposées à des conditions de travail précaires (en termes de revenus et de maintien de l'emploi dans la durée), ce qui s'explique par la structure économique qui est basée sur la force de travail dans l'exécution des tâches plutôt que sur l'innovation.

► **La persistance des contraintes liées à l'exportation et à l'investissement en faveur de l'emploi et ce malgré les opportunités offertes.** Les principales opportunités offertes par les secteurs d'exportation et d'investissement auxquels les pouvoirs publics accordent une attention particulière, mobilisent des mesures de soutien et des incitations importantes et mettent en place des cadres institutionnels et réglementaires de plus en plus favorables sont : le positionnement géographique, des partenaires diversifiés... En revanche, il persiste des contraintes liées à l'exportation et à l'investissement auxquelles il convient de pallier pour assurer plus d'emploi décent et productif à l'économie. Il s'agit des difficultés liées à la montée en gamme, à la sophistication et à la diversification des produits exportés, de l'insuffisance de la main-œuvre qualifiée pour de nouveaux secteurs à forte valeur ajoutée, de la persistance des mesures tarifaires et non tarifaires, des difficultés d'accès au financement notamment pour les TPE et PME, etc.

► **La multiplicité des acteurs institutionnels et nécessité d'harmonisation de leur mode d'intervention.** L'analyse du cadre institutionnel régissant la politique commerciale et d'investissement au Maroc a révélé une multiplicité d'intervenants et d'acteurs qui nécessite une homogénéisation de leur mode d'intervention notamment au niveau de la formulation des instruments de cette stratégie censée être transversale (commerce et investissement en faveur de l'emploi décent et productif) par rapport aux segments ciblés par les dites politiques. Sur le volet de la politique réglementaire et son orientation d'ouverture et de libéralisation, son évolution durant ces deux dernières décennies montre qu'une adaptation progressive aux mutations économiques tant nationales qu'internationales a été entreprise mais reste insuffisante malgré sa conformité aux engagements du pays au niveau bilatéral, régional et multilatéral. Ainsi, le cadre réglementaire n'a pas suffisamment évolué au vu du rythme rapide de l'ouverture et de la libéralisation (les décrets d'application de la loi 91-14 du commerce extérieur ne sont pas encore adoptés)

► **La nécessité d'une stratégie proactive en vue d'améliorer la capacité des politiques commerciales et d'investissement à générer des emplois décents et productifs.** Les politiques commerciales et d'investissement ainsi que les stratégies sectorielles (plan d'accélération industrielle, plan Maroc Vert, etc.) devraient assurer aussi bien la sophistication et la diversification du tissu productif industriel que la priorisation de l'objectif de création d'emploi décent et productif (en qualité et non seulement en quantité). L'attention devrait être portée sur l'intégration des activités relevant de l'informel dans le tissu national, question qui reste une préoccupation majeure des pouvoirs publics vu l'ampleur de ce secteur (30% du PIB). Aussi, l'accélération de la mise en œuvre de certains facteurs-clés de succès soutiendra-t-elle certainement l'avenir du travail décent et productif, notamment à l'ère de la digitalisation et du e-commerce. Le développement du travail à distance dans plusieurs pans de l'économie et la nécessité de faire appel à des compétences dans ces domaines sont devenus un impératif notamment après la pandémie de la Covid -19.

► **Sur le volet de l'attractivité des IDE dans les secteurs de biens échangeables à forte valeur ajoutée ayant un fort impact sur la création d'emploi (industries de transformation notamment),** il est fortement recommandé d'accorder plus de primes pour les investisseurs et de les favoriser par rapport à ceux qui s'orientent vers les secteurs non-échangeables et à faible valeur ajoutée.

► **Enfin, la veille sur l'évolution des marchés en termes de flux commerciaux et d'investissement et leur impact sur le capital humain** (en termes de quantité, de qualité et de genre) devrait être concrétisée par la mise en place d'une structure de veille relevant de la haute instance décisionnelle du pays afin de tirer parti des externalités positives de la recherche et développement et du transfert technologique rendu possible par la libéralisation commerciale et l'implantation des firmes multinationales via les IDE.